

## COMMUNIQUÉ

---

### **Pour les élèves et les personnels des lycées pros : rétablir les examens fin juin et abroger le parcours différencié**

Les propos du Premier ministre le 25 août sur l'école et le manque de main d'œuvre pour les entreprises, alors que près d'un jeune sur cinq est au chômage, occultent le fait que cette situation est le résultat des réformes imposées par les gouvernements qui se sont succédé sous E. Macron. Les mesures supposées améliorer l'insertion professionnelle des jeunes sont un véritable échec. Le fiasco de la nouvelle année de terminale bac pro en est un exemple criant.

Les politiques gouvernementales, qui cherchent à faire entrer davantage l'entreprise dans l'école, accroissent les inégalités par un développement forcené de l'apprentissage à coup de dizaines de milliards d'euros. Ces politiques menées de réformes en réformes sont un échec. Elles déstabilisent les lycées professionnels et empêchent les personnels de réaliser correctement leur travail.

Les dispositifs s'accumulent pour laisser toujours plus de place au "monde du travail" et diminuer les heures de cours. Des élèves voient la porte du lycée professionnel se fermer faute de places suffisantes. En cette rentrée 2025, le ministère prévoit 9 000 élèves en plus dans la voie professionnelle alors qu'il n'ouvre que quelques centaines de places supplémentaires et a budgété moins d'enseignant-es (-220 au budget 2025).

Cette accumulation de réformes, à l'opposé des intérêts des élèves et des personnels, a fragilisé le métier de professeur de lycée professionnel (PLP). Cette année encore, le concours ne fait pas le plein. Depuis 2019, le nombre de postes non pourvus équivaut à une année sans concours de recrutement. En conséquence, et malgré l'augmentation de la contractualisation, des cours ne seront encore pas assurés pour les élèves de la voie professionnelle en cette rentrée, et même tout au long de l'année. La revalorisation salariale est donc incontournable et urgente, tout comme l'amélioration des conditions de travail.

Manque de préparation des élèves aux examens, difficultés à trouver un lieu de stage, décorrélation entre souhaits post-bac et choix de parcours, désorganisation des établissements, absentéisme catastrophique..., impossible de tirer un bilan positif de l'avancée des examens en mai et du parcours différencié. C'est un naufrage emblématique des politiques imposées contre les personnels et la réussite des élèves.

Si le SNUEP-FSU acte positivement le recul des examens de deux semaines, il dénonce l'entêtement du ministère à maintenir un parcours différencié qui n'est pas pensé dans l'intérêt des élèves. Ramené à quatre semaines, le chaos organisationnel et la charge de travail pour les personnels n'en seront qu'exacerbées. Le SNUEP-FSU dénonce également le bricolage incessant consistant à modifier l'organisation des enseignements et des établissements en naviguant à vue : à deux jours de la prérentrée, l'organisation de l'année n'est toujours pas connue.

Pour le SNUEP-FSU, il y a urgence à replacer au cœur des politiques éducatives la question de la qualité de la formation professionnelle initiale dispensée, de l'élévation des qualifications, et du pouvoir d'émancipation que peut exercer une formation professionnelle initiale véritablement conçue au service des élèves et de la population, et non de la seule compétitivité économique.

**Pour gagner l'abrogation du parcours différencié, le rétablissement des examens fin juin et le rétablissement des heures de cours supprimées par les dernières réformes, le SNUEP-FSU appelle à construire la mobilisation et le rapport de force en organisant dès la rentrée et courant septembre des réunions syndicales et des rassemblements devant les établissements.**

***Déterminés à gagner, défendre et proposer***

---